

CONFÉRENCE DE PRESSE DE M. FRANÇOIS HOLLANDE, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, SUR LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE ET SUR L'AVENIR DE L'ENTREPRISE ALSTOM, À PARIS LE 21 JUIN 2014.

21 JUNE 2014 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

LE PRÉSIDENT J'ai réuni ce matin 7 chefs de Gouvernement sociaux-démocrates, plus différents ministres qui participent à des gouvernements de coalition et également le Président sortant du Parlement européen.

L'objet de cette réunion est tout simple. Tenir compte de ce qui s'est produit, notamment, lors des élections du Parlement européen. Et faire en sorte que l'Europe soit réorientée.

Les priorités que nous avons retenues, c'est d'abord la croissance et l'emploi, en utilisant toutes les marges, toutes les souplesses de ce que l'on appelle « le Pacte de stabilité et de croissance ». Faire en sorte aussi, que l'emploi des jeunes soit véritablement la priorité budgétaire de l'Europe. Et lancer un grand programme d'investissement, notamment pour organiser la transition énergétique et l'indépendance énergétique de l'Europe.

Par ailleurs, nous avons la volonté, tous ceux qui étaient réunis là, de simplifier l'Europe, de la démocratiser et enfin, de maîtriser l'immigration de manière conforme à nos valeurs et à nos principes. Voilà ce que nous avons voulu exprimer aujourd'hui. J'ai été mandaté par les chefs de Gouvernement, pour porter ces orientations lors du prochain Conseil européen et également évoqué les questions de personnes. Et notamment la présidence de la Commission européenne, de manière à ce que l'ensemble des responsabilités soient évoquées.

Nous sommes dans un moment essentiel pour l'Europe. Elle va désigner des responsables, Président de la Commission, Président du Conseil européen, Président de ce que l'on appelle l'Eurogroupe, pour la politique économique. Le Haut représentant de la politique étrangère, aujourd'hui Mme ASHTON, qui va être renouvelé. Et puis le Parlement européen qui va désigner son Président.

Nous sommes à un moment décisif, parce que c'est maintenant que la Commission européenne va être investie d'un mandat par les chefs de Gouvernement, mais aussi par le Parlement européen, dans une négociation.

Donc, la vraie question est : Quelle Europe nous voulons pour les 5 prochaines années ? Et j'ai voulu que cette discussion puisse s'engager dès aujourd'hui, à Paris, avec les chefs de Gouvernement qui partagent les orientations de la France, les orientations pour changer l'Europe, pour lui donner une direction, pour répondre davantage aux aspirations des peuples. Et je me réjouis que nous ayons pu travailler ensemble, avec la même exigence.

QUESTION M. le Président, on dit ce matin que les négociations avec Bouygues, sur les actions ALSTOM, sont bloquées. Qu'en est-il exactement ?

LE PRÉSIDENT Je vais répondre à cette question, mais est-ce que sur l'Europe, il y a d'autres questions ? Et après je vous réponds là-dessus.

QUESTION Inaudible

LE PRÉSIDENT Nous avons dit que nous respectons les institutions européennes. L'esprit qui a été celui qui a présidé aux élections européennes, c'est-à-dire que le Parti qui arrive en tête puisse proposer le candidat qui a été présenté. En l'occurrence aujourd'hui, M. JUNCKER.

Mais que nous voulons que soit discuté l'ensemble des responsabilités européennes, à l'occasion du prochain Conseil, en tout cas, faire savoir qu'il y a d'autres responsabilités qui peuvent échoir à des noms qui sont d'aspiration social-démocrate.

QUESTION Inaudible

LE PRÉSIDENT Oui, vous connaissez l'excellence des relations entre M. RENZI et moi-même, entre l'Italie et la France. Oui, j'ai confiance. Mais en même temps, je ne peux pas demander à cette présidence de régler ce qui n'est pas de sa compétence ou de sa responsabilité.

La présidence italienne sera également fonction de ce que nous aurons décidé, dans les jours prochains, pour la Commission européenne et pour la personne qui en sera le Président. Et en même

temps pour le mandat qui lui sera confié. Et cela sera durant la présidence italienne aussi qu'il y aura la discussion au Parlement européen sur la composition de la Commission européenne.

Mais ce qui est vrai, c'est qu'entre l'Italie et la France, nous partageons les mêmes objectifs de réorientation. Quels sont-ils ? Mettre d'avantage la priorité vers la croissance, utiliser toutes les souplesses du Pacte de stabilité, faire en sorte qu'il y est des investissements, notamment dans le domaine de l'énergie. Imaginer de nouveaux instruments que l'on appelle les « Projects-bonds », pour financer ces investissements et simplifier et réformer l'Europe. Qu'elle soit davantage soucieuse des aspirations démocratiques des peuples qui la compose.

Voilà, avec l'Italie, nous sommes en plein accord et je sais que Matteo RENZI va apporter tout son dynamisme, toute son énergie pour la réussite de sa présidence, qui je le rappelle, n'est que de 6 mois, et a changé quand même, largement de dimension, depuis qu'il y a une présidence permanente du Conseil européen. Donc, oui à ce que la Présidence italienne puisse ouvrir tous ces sujets, mais nous devons également désigner les bonnes personnes aux bons endroits, pour faire les bonnes politiques.

QUESTION Inaudible

LE PRESIDENT Utiliser toutes les souplesses, cela veut dire, faire en sorte que nous respectons nos engagements. Mais que nous puissions justement pouvoir savoir quels sont les investissements qui entrent ou n'entrent pas dans le niveau des dépenses. C'est la proposition italienne. Faire aussi comprendre que sur un certain nombre d'efforts liés au fonds structurels, il puisse y avoir des ajustements. Ce sont les propositions qui viennent des pays qui sont venus dans l'Europe plus récemment et qui bénéficient des fonds structurels très importants. Donc, ne laissons pas penser que cela serait la France qui est demandeuse de ces souplesses et de ces flexibilités. Ce sont beaucoup de pays qui veulent que les engagements soient respectés, mais qu'il y ait l'utilisation, qui est prévue d'ailleurs dans les traités, de tous les mécanismes, de toutes les dispositions qui permettent d'avoir plus de croissance.

QUESTION Les gouvernements sociaux-démocrates sont minoritaires en Europe, la preuve ce matin, vous n'aviez pas, si j'ose dire, la majorité des pays européens, ici, à l'Elysée. C'est certainement un handicap pour arriver à promouvoir vos idées ?

LE PRESIDENT Combien y a-t-il de chefs d'Etats et de Gouvernement d'inspiration social-démocrate ? Onze ou douze, selon les variations qui peuvent encore exister sur le plan électoral d'ici l'automne. Sur vingt-huit, ce n'est pas une majorité, mais ce n'est pas une minorité non plus. Parce qu'au Conseil européen, il y a des chefs d'Etat et de Gouvernement qui sont conservateurs, mais pas forcément au PPE, comme M. CAMERON. D'autres qui sont au P.P.E., d'autres qui sont libéraux. Et je me demande même si ce ne sont pas les sociaux-démocrates qui finalement sont le groupe le plus important. Donc, rien à voir, c'est cela le point important, rien à voir avec la situation il y a 5 ans, ou il y a avait quelques chefs de Gouvernement sociaux-démocrates et il n'y avait pas de grand pays à direction social-démocrate, sauf l'Espagne. Nous sommes dans une situation qui nous permet de poser un certain nombre de priorités, ou d'exigence sur des responsabilités. Alors même qu'il y a eu aussi, nous en tenons compte, le résultat des élections européennes et cela, c'est incontestable, c'est le PPE. qui est arrivé légèrement en tête, ce qui justifie d'ailleurs la proposition de M. JUNCKER, comme Président de la Commission.

QUESTION Inaudible

LE PRESIDENT Si nous respectons nos engagements, si le pacte de stabilité et de croissance est maintenu, il n'y a aucune raison de ne pas utiliser toutes les souplesses qui sont prévues par les traités. Et toutes les interprétations du pacte.

Donc, ne rentrons pas dans un débat qui serait la renégociation formelle où nous n'aurions rien à espérer et qui prendrait un temps considérable. Utilisons tout ce qui est prévu aujourd'hui dans les traités pour assouplir le plus possible le pacte, pour l'ensemble des pays considérés.

QUESTION On dit ce matin que les négociations sont bloquées avec Bouygues, sur le prix des actions ALSTOM. Qu'en est-il exactement ? Etes-vous inquiet ?

LE PRESIDENT Il y a des négociations, car l'Etat veut prendre une participation au capital d'ALSTOM. Et donc, est engagé une négociation avec Bouygues pour le rachat d'une large partie de des actions. C'est une condition que nous avons posée. Et donc, de l'issue de la négociation entre l'Etat et Bouygues, dépendra aussi la position définitive du gouvernement sur l'alliance qui s'est nouée entre ALSTOM et

dependra aussi la position définitive du gouvernement sur l'alliance qui s'est nouée entre ALSTOM et GENERAL ELECTRIC, et je veux y revenir.

Je considère que ce qui a été obtenu, est un progrès pour la France. Et vient conclure une négociation qui a été particulièrement bien conduite, sous mon autorité par le Gouvernement et par les ministres concernés, et notamment Arnaud MONTEBOURG.

Quelle était la situation à la fin du mois d'avril ? C'était l'achat pur et simple par GENERAL ELECTRIC, des principaux actifs d'ALSTOM. Il ne restait plus que le transport qui restait propriété d'ALSTOM.

Aujourd'hui, où en sommes-nous ? J'avais fixé trois principes : Premièrement, que les centres de décisions restent en France. Les Centres de décisions resteront en France.

Le deuxième principe que j'avais posé, c'était qu'il y ait l'indépendance énergétique de la France qui soit préservé. Et notamment pour la partie qui concerne le nucléaire.

Nous avons désormais, toutes les garanties pour que l'indépendance énergétique du pays soit non seulement préservée, mais sanctuarisée.

J'avais posé un troisième principe, qui était l'amélioration de l'emploi. Mille emplois seront créés et s'ils ne l'étaient pas, s'il y avait manquement aux obligations, il y aurait paiement de sanction de la part de GENERAL ELECTRIC.

Enfin, dans la discussion, s'est ajouté un dernier principe qui était de refusé l'achat, mais de constituer une alliance entre ALSTOM et GENERAL ELECTRIC. GENERAL ELECTRIC a fini par accepter cette condition qui pour nous est essentielle et qui par l'élaboration d'un décret, nous permettait de la faire respecter.

Enfin, j'ai décidé, parce que c'était là aussi pour le Gouvernement français, un point majeur que l'Etat rentrerait au capital d'ALSTOM, c'est l'objet des discussions en ce moment, et cette condition est majeure pour l'acceptation par le Gouvernement de l'alliance qui vient d'être nouée entre GENERAL ELECTRIC et ALSTOM. C'est pourquoi, je pense que nous allons obtenir là-dessus des avancées, d'ici la fin de la journée.

Mais s'il n'y avait pas ces avancées, s'il n'y avait pas cette vente à un prix qui pour le Gouvernement soit acceptable, alors, il y aurait nécessairement à revenir sur l'alliance, telle qu'elle vient d'être annoncée.

QUESTION Inaudible

LE PRESIDENT Moi, je n'ai pas à faire des pronostics sur les matchs suivants, j'ai simplement à exprimer ma satisfaction et ma fierté par rapport au comportement de l'équipe de France.

D'abord, parce que l'adversaire était de qualité. L'équipe Suisse est l'une des meilleures équipes au monde. Elle figure parmi les dix premières équipes. Ensuite, parce que la prestation de l'équipe de France a été en tous points, excellente. Rigueur-défensive, sauf à la fin, mais on pouvait comprendre, et qualité de l'offensive.

Alors, comme l'a très bien dit Didier DESCHAMPS : « attention ». Nous avons gagné, nous sommes pratiquement en huitième de finale, même s'il faut attendre le dernier match, mais, compétition, cela n'est pas simplement le groupe de qualification. Il faut ensuite aller le plus loin possible.

Donc, cette équipe de France nous a rendus heureux. Et je crois que pour beaucoup de Français, ils étaient dix-sept millions à regarder ce match. Cela a été un bon moment, un bon moment, parce que non seulement il y avait le résultat, l'ampleur, cinq buts, je ne parle pas du sixième. Mais elle donnait plaisir à voir, parce qu'elle avait plaisir à jouer.

Merci.